

# Prise de parole 17 juillet 2021

---

Nous sommes réunis aujourd'hui suite aux déclarations de Macron lors de son intervention médiatico politique du 12 juillet. Cet exercice puant d'orgueil, de vanité et de condescendance à l'égard des travailleurs, des retraités, des chômeurs et de la jeunesse avait pour but d'asseoir son autorité sur une grande partie d'entre nous, tout en laissant les possédants dans leur gabegie et leur pouvoir exacerbé, en ne touchant en rien leurs privilèges. Pour être clair : La CGT n'est ni pro, ni anti-vaccin. Elle défend les principes du discernement, de l'évaluation, de l'analyse, du libre consentement et des décisions individuelles qui en découlent. Elle les respecte quelles qu'elles soient. La réflexion est souvent porteuse de conseils précieux.

Macron nous assène que le vaccin n'est pas obligatoire et que personne n'y est contraint. C'est faux. Il contraint, par la loi, les personnels au contact des plus fragiles, des malades et nous impose un "Pass" plus clairement dit un "permis", qui nous autorisera à faire telle ou telle activité, dont les courses dans les centres commerciaux, et pire encore, de se rendre à l'hôpital pour une consultation. C'est inadmissible, c'est impensable et intolérable.

Le "Pass sanitaire" est un élément de contrainte pour bon nombre de personnes. Il est synonyme de soumission pour pouvoir être libre, d'essayer de vivre normalement. La majorité des salariés que nous connaissons se sont fait vacciner pour pouvoir partir en vacances, pour aller voir leurs familles, leurs enfants ou petits enfants, pour aller au cinéma ou au restaurant. Ce n'est pas une question sanitaire, de protection de soi ou des autres, mais un acte de confort pour avoir la paix.

L'obligation vaccinale des soignants, qui sera suivie par d'autres professions, soyez-en sûr, va à l'encontre de la déontologie et du principe fondamental du consentement libre et éclairé pour toutes les personnes concernées. Stigmatiser les soignants comme responsables de la propagation du virus et de son aggravation est dénué de sens réel, et c'est décrédibiliser ces personnels qui se sont dévoués sans compter depuis le début de la crise. Les mettre au pilori est une stratégie pour mettre en opposition les personnels et la population. Nous ne pouvons accepter une telle situation. Il faut redonner du sens au débat d'idées et aux choix sereinement réfléchis, sans contrainte.

Macron nous ressort la réforme des retraites et un départ à 64 ans. Les mesures successives depuis trente ans d'allongement du temps de travail pour partir en retraite, n'ont rien donné de positif. Au contraire, elles ont affecté tant les finances du régime que les salariés qui sont partis : temps de travail plus long et baisse des pensions lors du départ sont les deux faces d'une même pièce. En parallèle, une majorité de français veut partir du travail dès 58 ans. Cherchez l'erreur.

Pour que l'âge de départ soit validé, il doit passer devant le parlement lors du débat et du vote de la loi de finances de la Sécurité Sociale fin octobre. Pour autant, nous ne devons pas attendre la rentrée pour convaincre et mobiliser en masse. Nous devons commencer les discussions avec les salariés dès maintenant.

Ce que ne dit pas Macron, c'est que ça ne suffira pas et que le régime par points doit devenir la norme pour tous, pour les futurs retraités comme pour les retraités actuels. Rappelons-nous le coup de 2020 avec l'article 49-3 et le passage en force contre les manifestants et le débats parlementaire. Le système des retraites n'est pas en déficit chronique. Il est plombé par les exonérations de cotisations d'une grande partie de salaires, du sous emploi, du chômage de masse, de la faiblesse des salaires et des cotisations quand elles existent.

Macron ne s'est malheureusement pas arrêté à ces seules annonces. Comme attendu, il compte mettre en place sa réforme sur l'assurance chômage à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Pour le patronat, il est urgent que ceux qui sont contraints de perdre leur travail puissent devenir une armée de réserve plus conséquente qu'actuellement et faire pression sur

les indemnités en même temps que sur les salaires. Cette réforme inique va plonger des dizaines de milliers de chômeurs dans une précarité encore plus grande qu'actuellement. Les conséquences seront gravissimes et dévastatrices.

L'exemple de Macron qui dit qu'on ne doit pas gagner plus sans travail qu'avec un travail est tout simplement insultant et il nie le rapport entre travail et salaire. Les privés de travail ne sont pas responsables de leur chômage, c'est le patronat le coupable. La précarité n'est pas une fin en soi et les différents plans des différents gouvernements n'ont fait qu'accroître ce maudit phénomène. Seul le travail bien payé, pas comme maintenant, permet de pouvoir vivre et de s'émanciper.

Pour finir, il nous a dit que tout allait bien pour l'économie, que la croissance repartait, que les plans de licenciement étaient en dessous des prévisions et qu'il s'occupait de la sécurité du pays. Bref, pourquoi s'alarmer quand tous les voyants capitalistes sont au vert ? La déconnexion est bien réelle.

Nous avons des atouts que la plupart d'entre nous ignorons : la force par le nombre, la force de conviction, le pouvoir de bloquer l'économie, la conviction qu'un autre modèle social et économique est possible et réalisable, la prise de contrôle des moyens de production, des services et des services publics et enfin la volonté de se sortir de ces situations individuelles et de travailler pour l'intérêt général et le collectif. Pour cela, il suffirait d'ouvrir les débats, d'argumenter, de convaincre et le champ des possibles pourrait s'entrevoir. Il y a un espoir, saisissons-le.

La CGT a pour devise la double besogne : s'occuper du carreau cassé, de la feuille de paye et le changement de société. Pour cela, nous avons des revendications qui changent radicalement notre vision de voir l'avenir, qui donnent des perspectives pour un monde meilleur.

Macron nous a annoncé des mesures qui mécontentent une très grande partie des travailleurs et de la population. Nous devons nous mobiliser, tous ensemble, pour lui montrer comme au patronat, que nous ne sommes pas des moutons mais bien des loups en meute.

Il a dit que nous étions en guerre... Rentrons en résistance, il en est de notre avenir et celui de nos enfants. Ne laissons pas ce combat aux générations futures, il sera trop tard. Prenons nos responsabilités maintenant.

Merci et bonne lutte.